

Étude d'opinion publique sur des questions électorales - 3^e vague – Sommaire

[Version PDF pour imprimer](#)

Préparé pour Élections Canada

Nom du fournisseur : Léger Marketing Inc.

Numéro du contrat : 05005-221079/001/CY

Valeur du contrat : 81 622,16 \$ (TVH comprise)

Date d'attribution du contrat : 2022-02-24

Date de livraison : 2023-03-31

Numéro d'enregistrement : POR 127-21

Pour en savoir plus sur ce rapport, veuillez communiquer avec Élections Canada à rop-por@elections.ca.

Léger est heureux de présenter à Élections Canada les constats de la troisième vague du sondage quantitatif de suivi visant à mieux comprendre les électeurs canadiens des différentes régions. Le rapport a été préparé par Léger Marketing Inc. dans le cadre d'un mandat qui lui a été confié par Élections Canada (numéro de contrat 05005-221079/001/CY attribué le 24 février 2022).

Contexte et objectifs

Conformément à son mandat, Élections Canada (EC) doit toujours être prêt à organiser une élection, même lors de circonstances exceptionnelles telles qu'une catastrophe naturelle ou une situation d'urgence.

EC souhaitait jauger l'opinion publique au sujet de différentes questions liées aux élections, à différents moments entre des élections.

Le présent rapport contient les résultats de la troisième vague du sondage à propos de questions liées aux élections, menée auprès de 2 505 Canadiens entre le 1er et le 7 mars 2023. La première vague de cette étude, menée en avril 2021^{[note 1](#)}, sert de point de référence pour mesurer et repérer les tendances ou les changements significatifs dans l'opinion et l'attitude des électeurs canadiens au fil des vagues de sondage; jusqu'à cinq vagues pourraient être réalisées au cours de cette étude jusqu'en 2023-2024. La deuxième vague a été menée en avril 2022^{[note 2](#)}.

Le projet a entre autres pour but de mieux comprendre :

- a. l'opinion des électeurs sur des problèmes émergents relatifs à l'administration d'une élection;
- b. la confiance des électeurs dans l'administration électorale et les autres institutions nationales;
- c. les sources des électeurs pour s'informer sur les élections et le processus électoral.

Plus précisément, EC veut suivre toute variation significative dans ces mesures au fil du temps. D'autres questions sont posées pour aider EC à mieux comprendre quels autres facteurs internes ou externes influencent la confiance des électeurs dans l'administration électorale de manière générale.

Utilisation prévue

L'information contenue dans les rapports de recherche aidera EC à planifier ses communications stratégiques et à orienter ses politiques, programmes et services.

Les prochaines vagues de sondage serviront à suivre l'évolution de ces mesures au fil du temps.

Méthodologie

L'étude d'opinion publique a été réalisée au moyen de sondages en ligne à l'aide d'un système d'entrevue Web assistée par ordinateur. La troisième vague du sondage s'est déroulée entre le 1^{er} et le 7 mars 2023. Au total, ont été sondés 2 505 électeurs canadiens (à savoir des citoyens âgés d'au moins 18 ans au moment du sondage) dont le profil démographique est représentatif de la population canadienne. L'échantillonnage s'est fait de façon aléatoire à partir du panel LEO de Léger. Le taux de participation était de 12,4 %.

Le questionnaire était constitué principalement des questions posées lors de la deuxième vague menée en avril et en mai 2022; des questions ont été ajoutées ou retranchées afin de tenir compte des besoins changeants de l'étude d'une vague à l'autre.

Les données pour chaque région ont été pondérées selon le genre et l'âge en fonction des données du dernier recensement canadien pour que l'échantillon soit le plus représentatif possible, tant pour chaque région que globalement. Le poids de chaque région a été ajusté pour qu'il corresponde à son poids réel dans la répartition de la population canadienne. Les facteurs de pondération sont présentés en détail à l'annexe A.

Un essai préliminaire a été réalisé auprès de 89 personnes avant le lancement du sondage pour valider la programmation du questionnaire en français et en anglais.

Léger applique les lignes directrices les plus rigoureuses en matière de recherche quantitative. Le sondage a été réalisé dans le respect des normes du gouvernement du Canada pour la recherche sur l'opinion publique applicables aux sondages en ligne.

La méthodologie complète est présentée à l'annexe A.

Synthèse des constats

- Les principales sources de nouvelles n'ont pas changé entre avril 2022 et mars 2023 : la télévision occupe la première place (32 %), suivie des sites Web ou applications en ligne d'actualités (26 %), puis des publications d'organismes de presse ou de journalistes sur les médias sociaux (16 %).
- La grande majorité des électeurs (81 %) a déclaré voir assez souvent ou très souvent des nouvelles sur la politique canadienne; 1 répondant sur 10 (11 %) a affirmé voir rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée.
- En mars 2023, EC arrivait en seconde place derrière la police quant à la confiance des électeurs dans les institutions : 7 électeurs sur 10 (70 %) ont dit faire assez ou beaucoup confiance à EC, comparativement à 72 % dans le cas de la police. Dans les sondages précédents, la confiance en EC était légèrement supérieure à celle accordée à la police. Elle a diminué de quatre points depuis avril 2022 (74 %) et de huit points depuis avril 2021 (78 %), mais elle demeure supérieure à la confiance accordée aux autres institutions mesurées, y compris aux gouvernements fédéral (53 %) et provincial (52 %).
- De façon générale, la grande majorité des électeurs (78 %) croyait en mars 2023 qu'EC gère les élections fédérales de façon équitable, mais cette proportion a diminué significativement depuis avril 2022 (81 %), poursuivant une lente baisse observée depuis avril 2021.
- Les raisons de penser qu'EC gère les élections de façon inéquitable sont assez semblables à celles d'avril 2022, sauf quelques différences notables. L'incertitude quant à l'intégrité et à la sécurité des élections (18 %) et une perception que la distribution régionale des sièges est inéquitable (8 %) demeurent les deux principales raisons. Viennent ensuite les préoccupations concernant l'influence ou l'ingérence étrangère/chinoise (7 %), lesquelles constituent un nouveau constat en mars 2023. Toutefois, l'incertitude quant à l'intégrité et à la sécurité des élections est mentionnée significativement plus souvent depuis avril 2022 (passant de 11 % à 18 %), tandis que la distribution régionale inéquitable des sièges est mentionnée significativement moins (passant de 16 % à 8 %).
- Près des trois quarts des électeurs (73 %) étaient d'accord avec l'énoncé voulant que si EC propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, ce serait probablement dans le but de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens. Près des deux tiers des répondants (65 %) étaient d'accord avec l'énoncé voulant que le gouvernement de manière plus générale proposerait des changements pour les mêmes raisons. Ces résultats n'ont guère varié depuis avril 2022.
- La diffusion de fausses informations en ligne est toujours perçue par une grande proportion d'électeurs (76 %) comme un type d'entrave au processus électoral pouvant avoir un impact modéré ou majeur sur le résultat de la prochaine élection fédérale, une proportion semblable à celle d'avril 2022 (77 %). De même, la perception de l'impact d'autres types d'entrave n'a pas changé entre avril 2022 et mars 2023 : la deuxième plus grande proportion d'électeurs estimait que les fonds étrangers étant utilisés pour influencer la politique canadienne pourraient avoir un impact (66 %), suivie de près par les électeurs qui croyaient que les pays ou les groupes étrangers utilisant les médias sociaux et d'autres moyens pour influencer l'opinion politique des Canadiens pourraient avoir un impact (65 %) et par ceux d'avis que le piratage, par des pays ou des groupes

étrangers, des systèmes informatiques utilisés pour la conduite de l'élection pourrait avoir un impact (62 %).

- Le vote par la poste au Canada est toujours perçu comme étant moins sûr et moins fiable comparativement au système électoral en général (42 % par rapport à 61 %). Le vote en général et le vote par la poste sont perçus comme étant sûrs et fiables par de plus petites proportions d'électeurs en mars 2023 qu'en avril 2022. Réciproquement, des proportions notables de répondants sont d'avis que le système de vote en général est vulnérable à la fraude (27 % par rapport à 21 % en avril 2022) et que le vote par la poste est vulnérable à la fraude (41 % par rapport à 35 % en avril 2022); la tendance observée depuis avril 2021 se poursuit.
- De manière semblable à avril 2022, la plus grande proportion d'électeurs (42 %) croyait en mars 2023 qu'une personne qui se fait passer pour une autre est un type de fraude électorale qui se produit souvent ou parfois dans les élections fédérales canadiennes; la deuxième plus grande proportion d'électeurs (36 %) citait comme type de fraude une personne qui vote sans être citoyenne canadienne. Environ 3 électeurs sur 10 étaient d'avis qu'une personne qui vote plus d'une fois (33 %) et qu'une personne qui vole ou modifie des bulletins de vote après qu'ils aient été déposés dans l'urne (29 %) sont aussi des types de fraude se produisant souvent ou parfois. Ces résultats n'ont guère varié depuis avril 2022.
- Les deux tiers des répondants (65 %) étaient d'accord avec l'énoncé suivant : « Je ne pense pas que le gouvernement se soucie beaucoup de ce que des gens comme moi pensent. » Environ la moitié des répondants (51 %) étaient d'accord avec l'énoncé voulant que la politique et le gouvernement semblent si compliqués que des gens comme eux ne peuvent pas comprendre ce qui se passe. Quatre répondants sur 10 (40 %) étaient d'accord avec l'énoncé voulant que tous les partis politiques soient du pareil au même et qu'il n'y ait pas vraiment de choix. Bien que les résultats pour les deux premiers énoncés n'aient guère varié entre avril 2022 et mars 2023, une proportion plus faible d'électeurs croyait que tous les partis politiques sont du pareil au même (40 % par rapport à 43 % en avril 2022).
- Près de la moitié des électeurs (48 %) ne se sentent pas polarisés quant à la manière dont ils s'identifient à d'autres Canadiens : ils ne trouvent pas qu'il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique ni qu'il est plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux. En revanche, 14 % des électeurs se sentent fortement polarisés : ils trouvent qu'il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique dans une mesure modérée ou une large mesure et qu'il est plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux. Plus du tiers des électeurs (38 %) se sentent plutôt polarisés, se situant entre les deux groupes. Globalement, le sentiment de polarisation des répondants était plus souvent fondé sur une affinité pour les gens avec qui ils sont d'accord sur la politique que sur une aversion pour ceux avec qui ils sont en désaccord : 49 % des répondants sont d'avis, dans une mesure modérée ou une large mesure, qu'il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique, et 38 % trouvent qu'il est plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux sur la politique.
- Les proportions de personnes qui acceptaient en mars 2023 la véracité de diverses théories conspirationnistes générales liées au gouvernement n'ont pas changé par rapport à avril 2022, mais la proportion de personnes croyant qu'il était tout à fait faux que le

gouvernement tente de dissimuler le lien entre les vaccins et l'autisme a diminué significativement (passant de 50 % à 45 %). La théorie voulant que certains événements importants soient le résultat de l'activité d'un petit groupe qui manipule secrètement les événements mondiaux demeurerait la plus acceptée. En effet, 4 personnes sur 10 (42 %) affirmaient que cela était tout à fait ou probablement vrai (un résultat semblable aux 41 % d'avril 2022).

Remarques sur l'interprétation des résultats

Les observations et les points de vue figurant dans le présent document ne reflètent pas ceux d'EC. Le présent rapport a été préparé par Léger d'après la recherche menée précisément pour ce projet. Cette recherche n'est pas probabiliste : les résultats ne peuvent servir à déterminer les résultats pour l'ensemble de la population canadienne.

Comme un échantillon provenant d'un panel en ligne n'est pas probabiliste, il est impossible de calculer la marge d'erreur liée à l'échantillonnage pour ce sondage. Les répondants ont été choisis parmi les personnes qui se sont portées volontaires / se sont inscrites pour participer à des sondages en ligne. Il est statistiquement impossible d'extrapoler les résultats de tels sondages à la population cible. Les données ont été pondérées pour refléter la composition démographique de la population cible.

Les résultats de ce sondage ne peuvent être comparés à ceux d'autres sondages d'EC menés auprès des électeurs durant l'élection générale fédérale tenue le 20 septembre 2021, en raison de différences sur les plans du modèle et de la méthodologie.

Sauf indication contraire, tous les résultats sont exprimés en pourcentage. Les pourcentages ne totalisent pas toujours 100, du fait qu'ils sont parfois arrondis ou qu'ils peuvent comprendre des mentions multiples. Lorsque possible, des comparaisons avec des résultats provenant de la vague précédente du sondage sont présentées. En ce qui a trait aux graphiques, les bases rapportées correspondent à la base des répondants de la plus récente vague du sondage (celle de mars 2023 pour le présent rapport).

Les écarts entre les sous-groupes sont rapportés lorsqu'ils sont statistiquement significatifs (niveau de confiance de 95 %) et sont rapportés uniquement pour la plus récente vague. Quand on rapporte qu'un sous-groupe est plus ou moins susceptible d'avoir fourni une réponse donnée, cela signifie que le résultat de ce sous-groupe est significativement différent du résultat des autres sous-groupes réunis. Par exemple, si les répondants âgés de 18 à 24 ans étaient plus susceptibles d'avoir fourni une réponse donnée, c'est en comparaison avec les résultats de tous les autres répondants, de 25 ans et plus. Soulignons que les mots « significatif » et « significativement » employés dans le rapport renvoient à la signification statistique plutôt qu'à l'ampleur. Enfin, sauf indication contraire, les répondants sont appelés « électeurs ».

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Léger certifie que les produits livrables respectent toutes les exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et la Directive sur la gestion des communications.

Plus précisément, les produits livrables ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Signé :



Christian Bourque, chercheur sénior Léger

Notes de bas de page

[Retour à la note ¹](#) Voir l'[Étude d'opinion publique sur des questions électorales – 1^{re} vague – Élections Canada](#).

[Retour à la note ²](#) Voir l'[Étude d'opinion publique sur des questions électorales – 2^e vague – Élections Canada](#).

- [Table des matières](#)
- [Suivant](#)